VVV. - 1 bureau - 1 Coordination L.3918/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 21 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures exceptionnelles de nomination à titre définitif dans les administrations de l'Etat", a donné le 5 novembre 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e October 1953 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitzonderlijke maatregelen tot benoeming in vast verband in de Rijksbesturen", heeft de 5e November 1953 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'exécuter la loi du 27 juillet 1953 portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. L'article 1er de cette loi a prorogé les pouvoirs conférés au Roi par la loi du 28 décembre 1950. L'article 2 prévoit que le Roi modifiera les arrêtés d'exécution de la loi du 28 décembre 1950, selon certaines modalités qui sont indiquées.

Au cours de la discussion à la Chambre, le Premier Ministre a précisé la portée de la loi en ces termes (Ann. Parl., 14 juillet 1953, p. 19) :

"Cependant, les dispositions prises en faveur des temporaires ne peuvent dépasser une limite au-delà de laquelle ces dispositions risqueraient de léser les droits des agents définitifs. Une autre catégorie d'intéressés à laquelle nous devons penser, c'est la jeunesse, cette jeunesse qui se prépare à entrer dans les administrations publiques.

M. Jaminet.- Et surtout la jeunesse prioritaire.

M. Van Houtte, premier ministre.- Et en particulier la jeunesse prioritaire, comme le souligne très bien M. Jaminet.".

Le Conseil d'Etat constate que le projet d'arrêté ne reprend pas l'article 28 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 qui permettait d'assurer l'admission de la jeunesse prioritaire dans les administrations de l'Etat.

.../...

Selon l'avis donné le 11 avril 1951 (L. 1894) par le Conseil d'Etat, le Gouvernement doit, pour rester dans les limites des pouvoirs que la loi lui confère, trouver un système qui n'exclue pas totalement, pour un temps, les candidats prioritaires étrangers à l'administration, de tous les postes vacants.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'en abrogeant l'article 28 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 sans reprendre de dispositions correspondantes, le projet excède les pouvoirs que la loi du 27 juillet 1953 confère au Roi.

\+

\+ \+

Par ailleurs, le Conseil d'Etat rappelle son avis du 23 mai 1951 (L. 2020) en ce qui concerne l'article 28. Cet avis s'exprimait en ces termes :

"L'article 28 prévoit qu'il sera organisé un concours d'admission au stage pour chacun des emplois de début de catégorie désignés par le ministre, pour le recrutement d'un nombre d'agents s'élevant par catégorie à 20 p.c. au moins des emplois de début définitifs vacants dans la catégorie intéressée.

.../...

Il résulte des mots : "désignés par le ministre" que le concours ne sera donc pas organisé pour chacun des emplois de début.

Il s'ensuit que les prioritaires étrangers à l'administration pourraient ne pas avoir la possibilité d'accéder à certains emplois de début.

Le Conseil d'Etat estime que les prioritaires étrangers à l'administration doivent avoir accès à tous les emplois. Il ne pourrait être fait exception à cette règle que dans les cas où le nombre de places vacantes dans un emploi de début déterminé est insuffisant et impose de grouper des emplois de début différents.".

+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose, en outre, les modifications de forme suivantes qui ne nécessitent pas de commentaire et qui répondent pour la plupart à un souci de concordance des textes.

Observations générales.

Après les références aux articles du projet, il y a lieu de supprimer les mots : "du présent arrêté", notamment dans les articles 1er, 5, 8, 14, 15, 16, 17, 20 et 21.

Le mot "département" doit être remplacé par le mot "ministère", notamment dans les articles 8, 9 et 20.

Observations particulières.

Article 1er.

Remplacer à l'alinéa 1er les mots "sans examen" par les mots "sans concours ni examen".

Rédiger les 1° et 4° comme suit :

.../...

1° qu'ils soient titulaires de ce grade ou d'un grade au moins équivalent;

.....

4° de faire l'objet d'un rapport favorable de l'administration; les modalités suivant lesquelles ce rapport doit être établi sont déterminées par le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions; les mentions des rapports établis sous l'empire des arrêtés antérieurs restent acquises.

Article 2.

Rédiger cet article 2 comme suit :

Article 2.-

Les agents temporaires des administrations de l'Etat qui, le 30 juin 1953, sont titulaires d'un grade de la première ou de la deuxième catégorie, peuvent être nommés à titre définitif sans concours ni examen respectivement dans un grade de début de la deuxième ou de la troisième catégorie, pour autant que :

1° ils soient titulaires depuis le 2 juillet 1951 :

a) d'un grade de la première catégorie s'il s'agit d'une régularisation à titre définitif dans un grade de la deuxième catégorie;
b) d'un grade de la deuxième catégorie au moins s'il s'agit d'une régularisation à titre définitif dans un grade de la troisième catégorie;

.../...

2° ils répondent respectivement pour la première ou pour la deuxième catégorie aux conditions fixées par l'article 1er, 2° à 5°.

La nomination définitive en vertu du présent article est accompagnée d'une mise en congé sans traitement et d'une nomination en qualité d'agent stagiaire, respectivement dans un grade de début de la première ou de la deuxième catégorie.

Article 3.

Ecrire : " ... modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1950 et 24 août 1951, ...".

Article 5.

Ecrire : "... fixé par l'arrêté ministériel du 27 novembre 1951... ".

Article 7.

Supprimer à la cinquième ligne le mot "uniquement".

.../...

Article 8.

Rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Les agents nommés stagiaires ou à titre définitif par application des arrêtés pris en vertu des lois des 28 décembre 1950, 13 juillet 1951 et 27 juillet 1953 seront affectés après l'organisation d'un concours d'accession à la catégorie supérieure ou d'un examen d'avancement conduisant à un grade visé à l'article 7 et qui peut être conféré aux agents régularisables, lorsque cet examen est prévu par les dispositions statutaires ou les règlements organiques.".

A l'alinéa 4, supprimer les mots : "Pour l'application du présent article".

A l'alinéa 5, remplacer les mots "d'office" par les mots "de plein droit".

A l'alinéa 6, écrire : " ... en vertu des lois des 28 décembre 1950, 13 juillet 1951 et du 27 juillet 1953, des lauréats aux épreuves visées à l'alinéa 1er du présent article ...".

Article 9.

Remplacer les mots "article précédent" par "article 8".

.../...

A l'alinéa 2 écrire : "... par le Premier Ministre.".

A l'alinéa 3 écrire : "... en exécution des lois des 28 décembre 1950, 13 juillet 1951 et 27 juillet 1953.".

Article 11.

Si l'article 21 du projet est scindé comme il est proposé ci-après, la référence à l'article 23 devrait être modifiée en "article 24...".

Article 14.

A l'alinéa 1er remplacer les mots : "à condition " par les mots : "pour autant que: " et supprimer le mot "qu'" au 1°, 2° et 3°.

Au 3° du même alinéa écrire :
"3° ils répondent aux exigences posées par l'article 1er, 2° et 4°;".

A l'alinéa 2 remplacer les mots "aux exigences fixées aux n°s 2° et 3° de l'al.premier" par les mots : "aux conditions fixées par l'alinéa 1er, 2° et 3°, du présent article".

.../...

Article 15.

Rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Peuvent également à leur demande être nommés à titre définitif sans examen dans un grade de début de la catégorie à laquelle leurs diplômes ou certificats d'études donnent accès, les agents définitifs des administrations de l'Etat qui n'ont pas obtenu cette qualité sur la base des arrêtés de régularisation et qui, à la fois :

1° sont titulaires, à titre définitif ou de stagiaire, d'un grade dans une administration de l'Etat :
   a) depuis le 25 mai 1947 au plus tard, s'il s'agit d'une régularisation dans un grade de la première catégorie ou de la deuxième catégorie;
   b) depuis le 2 juillet 1951 au plus tard, s'il s'agit d'une régularisation dans un grade de la troisième catégorie;

2° ont été chargés, depuis les dates fixées au 1°, par l'autorité compétente de l'exercice de fonctions correspondant à un grade de cette catégorie;

3° répondent aux conditions fixées par l'article 1er, 2° et 4°.".

Article 16.

Rédiger l'article comme suit :

"Les agents définitifs ou stagiaires visés par les articles 12, 14 et 15 peuvent se prévaloir

.../...

des dispositions statutaires afférentes à leur ancienne qualité d'agent définitif ou de stagiaire jusqu'au moment de leur affectation dans les conditions prévues à l'article 8.".

Article 19.

Au début de l'alinéa 2 remplacer les mots : "aux règles droit commun" par les mots :"aux dispositions statutaires applicables en la matière".

Article 21.

Le Conseil d'Etat propose pour des raisons de clarté de scinder ce texte en deux articles qui seraient rédigés comme suit :

"Article 21.-

Les périodes de service,de possession d'un grade déterminé et d'exercice d'une fonction supérieure, imposées par les différents articles du présent arrêté,doivent être continues depuis la date fixée par ces articles jusqu'au 30 juin 1953.

Article 22.-

Toutefois, sans préjudice des articles 12 et 20, les dérogations suivantes sont apportées à l'article 21:

.../...

§ 1er....(Texte du 1° du projet du Gouvernement sous réserve de lire en finale de la première phrase : "à l'article 15, alinéa 1er" et à la seconde phrase : "à l'article 15, alinéa 2")...

§ 2...(Texte du 2°, sous réserve de lire en finale : "alinéa 1er") ...

§ 3...(Texte du 3°) ...

§ 4...(Texte du 4°, sous réserve de rédiger la première phrase ainsi qu'il suit :

"Sont censés remplir les conditions d'ancienneté requises par les divers articles du présent arrêté, à l'exception de l'article 8, les agents titulaires d'un grade dans une administration de l'Etat au 30 juin 1953, qui atteignent une durée de services égale à celle requise par ces articles, en ajoutant à leurs services dans une administration de l'Etat la période de leur mobilisation dans les forces belges de Grande-Bretagne ou dans les corps expéditionnaires de la force publique ou la période de leur emprisonnement en qualité de prisonnier de guerre ou de prisonnier politique entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945, pour autant que cette période atteigne au moins un an.".

Dans la troisième phrase de ce même 4° il y a lieu de supprimer le mot "centralisée".

§5...(Texte du 5°)...".

.../...

Les articles 22 à 26 seraient dès lors numérotés 23 à 27.

Article 23.(du projet)

Rédiger l'alinéa 1er de cet article ainsi qu'il suit :

"Article 24.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 23 juin 1951 portant des mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1951;

2° l'arrêté royal du 29 décembre 1951 portant dérogation à l'arrêté royal du 23 juin 1951 en ce qui concerne les ingénieurs temporaires du Ministère des Travaux publics;

3° l'arrêté royal du 31 décembre 1951 portant dérogation, en faveur des ingénieurs temporaires du Ministère de la Santé publique et de la Famille, aux dispositions de l'arrêté royal du 23 juin 1951 concernant les mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat.".

Article 24.(du projet)

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 25.-

Sans préjudice des forclusions prévues à l'article 18 du présent arrêté et à l'article 20 de

.../...

l'arrêté royal du 23 juin 1951, les personnes visées par le présent arrêté qui, à la date fixée par le Secrétariat permanent de recrutement et publiée par la voie du Moniteur belge, n'ont pas encore été nommées en qualité de stagiaires ou à titre définitif sur la base de cet arrêté, perdent leurs titres à la régularisation s'ils ne demandent ce bénéfice dans les formes fixées par le secrétaire permanent au recrutement, dans les soixante jours qui suivent la date visée ci-dessus.".

Doel van het ontwerp is uitvoering te geven aan de wet van 27 Juli 1953 houdende nieuwe tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot de betrekkingen in de Rijksbesturen. Artikel 1 van deze wet heeft de machten, welke de wet van 28 December 1950 aan de Koning toekende, verlengd. Artikel 2 bepaalt dat de Koning de besluiten tot uitvoering van de wet van 28 December 1950 zal wijzigen, op de wijze die het aangeeft.

Bij de bespreking in de Kamer heeft de Eerste-Minister als volgt nadere verklaring gegeven over de strekking van die wet (Parl.Hand.14 Juli 1953, blz.19) :

"De maatregelen ten behoeve van het tijdelijk personeel mogen nochtans niet zover gaan, dat zij inbreuk zouden kunnen maken op de rechten van het vaste personeel. Een andere klasse van belanghebbenden waarheen onze zorg moet gaan is de jeugd, deze jeugd die zich opmaakt om in overheidsdienst te treden.".

"De heer Jaminet.- En vooral de jeugd met prioriteitsrechten.

De heer Van Houtte, eerste-minister.- En in het bijzonder, de jeugd met prioriteitsrechten, zoals de heer Jaminet het zo goed heeft gezegd.".

De Raad van State stelt vast dat artikel 28 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, waardoor de opneming van de jongelieden met prioriteitsrechten in de Rijksbesturen werd mogelijk gemaakt, niet in het ontwerp van besluit is overgenomen.

.../...

Volgens het advies dat de Raad van State de 11e April 1951 onder nr L.1894 heeft gegeven, moet de Regering, wil zij blijven binnen de grenzen van de macht die de wet haar verleent, een regeling vinden, die de buiten het bestuur staande prioriteitgerechtigde candidaten niet volledig, voor een bepaalde tijd, van alle openstaande betrekkingen uitsluit.

De Raad van State is van advies dat het ontwerp, waar het artikel 28 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 opheft zonder de overeenstemmende bepalingen over te nemen, de macht welke de wet van 27 Juli 1953 aan de Koning opdraagt, te buiten gaat.

\+

\+ \+

Overigens brengt de Raad van State zijn advies van 23 Mei 1951 (L.2020) in herinnering wat betreft artikel 28. Dit advies zegde het volgende :

" Artikel 28 bepaalt dat voor ieder van de door de minister aangewezen aanvangsbetrekkingen der categorie een vergelijkend examen voor toelating tot

.../...

de proeftijd zal worden ingericht met het oog op de aanwerving van een getal personeelsleden dat per categorie ten minste 20 t.h. zal bedragen van de vaste aanvangsbetrekkingen die in de betrokken categorie vrijkomen.

De woorden : "door de minister aangewezen" wijzen er op dat het vergelijkend examen dus niet voor ieder der aanvangsbetrekkingen zal worden ingericht.

Dienvolgens zou het de prioriteitgerechtigden buiten het bestuur wellicht onmogelijk worden tot sommige aanvangsbetrekkingen toegang te krijgen.

De Raad van State is van oordeel dat alle betrekkingen voor de prioriteitgerechtigden die niet tot het bestuur behoren, toegankelijk moeten zijn. Van die regel zou men alleen mogen afwijken ingeval het getal der openstaande plaatsen in een gegeven aanvangsbetrekking ontoereikend is en het groeperen van verschillende aanvangsbetrekkingen noodzakelijk maakt."

\+

\+ \+

.../...

Bovendien stelt de Raad van State de volgende vormwijzigingen voor, waarbij vooral aan de overeenstemming der teksten is gedacht; zij behoeven geen commentaar.

Algemene opmerkingen.

Na de verwijzingen naar de artikelen van het ontwerp, schrappe men de woorden : "van dit besluit", met name in de artikelen 1, 5, 8, 14, 15, 16, 17, 20 en 21.

Het woord "departement" is door "ministerie" te vervangen, met name in de artikelen 8, 9 en 20.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1.

In het eerste lid vervange men "zonder examen" door "zonder examen en zonder vergelijkend examen".

1° en 4° leze men als volgt :

1° dat zij houder zijn van die graad of van een ten minste gelijkwaardige graad;

.....

.../...

4° dat het bestuur over hen een gunstig rapport heeft uitgebracht; de wijze waarop dit rapport wordt opgemaakt, bepaalt de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort; de vermeldingen van de rapporten, die onder de werking van de vroegere besluiten zijn opgemaakt, blijven geldig.

Artikel 2.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

Artikel 2.-

De tijdelijke personeelsleden der Rijksbesturen die op 30 Juni 1953 een graad van de eerste of de tweede categorie voeren, kunnen zonder examen of vergelijkend examen vast benoemd worden onderscheidenlijk in een aanvangsgraad van de tweede of van de derde categorie, voor zover zij :

1° sedert 2 Juli 1951 :

a) een graad van de eerste categorie voeren, wanneer het gaat om een regularisatie in vast verband in een graad van de tweede categorie;

b) een graad ten minste van de tweede categorie voeren, wanneer het gaat om een regularisatie in vast verband in een graad van de derde categorie;

2° onderscheidenlijk voor de eerste of voor de tweede categorie voldoen aan de eisen gesteld in artikel 1, 2° tot 5°.

.../...

Vaste benoeming krachtens dit artikel gaat gepaard met toekenning van verlof zonder wedde en benoeming tot stagiaire, onderscheidenlijk in de aanvangsgraad van de eerste of de tweede categorie.

Artikel 3.

Hier leze men : "... gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 Maart 1950 en 24 Augustus 1951,...

Artikel 5.

Hier leze men : "... het bij ministerieel besluit van 27 November 1951 vastgestelde ...".

Artikel 7.

Aan de vijfde regel ware het woord "uitsluiten te schrappen.

Artikel 8.

Men stelle het eerste lid als volgt :

"De personeelsleden benoemd tot stagiaire of in vast verband bij toepassing van de besluiten krachtens de wetten van 28 December 1950, 13 Juli 1951 en 27 Juli 1953 genomen krijgen hun dienstaanwijzing na het inrichten van een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie of van een bevorderingsexamen tot

.../...

een in artikel 7 bedoelde graad die kan toegekend worden aan de regulariseerbare personeelsleden, wanneer dit examen ingesteld werd bij de statutaire bepalingen of de organieke reglementen.".

In het vierde lid schrappe men de woorden : "Voor de toepassing van dit artikel". Dit lid vangt dan aan als volgt : "Aan de vereisten van het vorige lid worden geacht te voldoen de gewezen hulpkrachten ...".

In het vijfde lid schrijve men "van rechtswege" in plaats van "van ambtswege".

In het zesde lid leze men : "... krachtens de wetten van 28 December 1950, 13 Juli 1951 en van 27 Juli 1953, voor de geslaagden voor de examens bedoeld in het eerste lid van dit artikel ...".

Artikel 9.

De woorden "in vorig artikel" vervange men door "in artikel 8".

In het tweede lid schrijve men : "... door de Eerste-Minister.".

In het derde lid schrijve men : "... ter uitvoering van de wetten van 28 December 1950, 13 Juli 1951 en 27 Juli 1953.".

.../...

Artikel 11.

Indien artikel 21 van het ontwerp wordt gesplitst zoals verder aanbevolen, dan dient men, in plaats van naar artikel 23, naar "artikel 24..." te verwijzen.

Artikel 14.

In het eerste lid vervange men de woorden "op voorwaarde dat zij" door de woorden "voor zover zij". In de Franse tekst late men "qu'" weg in 1°, 2° en 3°.

In 3° van dit lid schrijve men :
"3° voldoen aan de bij artikel 1, 2° en 4° gestelde vereisten;".

In het tweede lid vervange men de woorden "aan de vereisten gesteld in nrs 2 en 3 van alinea 7" door "aan de vereisten, gesteld in het eerste lid, 2° en 3°, van dit artikel".

Artikel 15.

Men stelle het eerste lid als volgt :

"Op hun verzoek kunnen eveneens zonder examen vast benoemd worden in een aanvangsgraad van de categorie waartoe hun diploma of hun studiegetuigschrift toegang geeft, de vastbenoemde personeelsleden der Rijksbesturen, die deze hoedanigheid niet bekomen hebben op grond van de regularisatiebesluiten en die tegelijk :

.../...

1° definitief of als stagiaire, een graad vooren in een Rijksbestuur :

a) sedert ten laatste 25 Mei 1947, wanneer het een regularisatie betreft in een graad van de eerste of de tweede categorie;

b) sedert ten laatste 2 Juli 1951, wanneer het een regularisatie betreft in een graad van de derde categorie;

2° sedert de onder 1° gestelde data door de bevoegde overheid belast worden met het uitoefenen van functiën die overeenstemmen met een graad van deze categorie;

3° aan de bij artikel 1, 2° en 4°, gestelde vereisten voldoen.".

Artikel 16.

Men stelle dit artikel als volgt :

"De vastbenoemde of stagedoende personeelsleden bedoeld bij de artikelen 12, 14 en 15, kunnen zich beroepen op de statutaire bepalingen verbonden aan hun vroegere hoedanigheid van vastbenoemd of stagedoend personeelslid tot op het tijdstip van hun dienstaanwijzing onder de voorwaarden als bepaald in artikel 8.".

Artikel 19.

In het tweede lid vervange men de woorden : "worden onderstaande afwijkingen aangebracht aan de regelen van gemeen recht" door de woorden : "wordt van de terzake geldende statutaire bepalingen als volgt afgeweken".

.../...

Artikel 21.

De Raad van State stelt voor, de tekst duidelijkshalve in twee artikelen te splitsen, luidend als volgt :

"Artikel 21.-

De diensttijdperken, de duur van het bezit van een bepaalde graad en van de uitoefening van een hogere functie, zoals zij zijn opgelegd bij de verschillende artikelen van dit besluit, moeten ononderbroken zijn geweest van af de datum bij deze artikelen vastgesteld tot 30 Juni 1953.

Artikel 22.-

Onverminderd de artikelen 12 en 20, wordt van artikel 21 als volgt afgeweken :

§ 1. ... (Tekst van 1° van het ontwerp der Regering, mits op het einde van de eerste volzin te lezen : "in artikel 15, eerste lid" en in de tweede volzin : "in artikel 15, tweede lid") ...

§ 2. ... (Tekst van 2°, mits aan het slot te lezen : "eerste lid") ...

§ 3. ... (Tekst van 3°) ...

§ 4. ... (Tekst van 4°, mits de eerste volzin te lezen als volgt :

"Aan de anciënniteitvereisten gesteld in de verschillende artikelen van dit besluit, met uit-

.../...

zondering van artikel 8, worden geacht te voldoen, de personeelsleden die, op 30 Juni 1953 bij een Rijksbestuur een graad voerend, zoveel dienstjaren tellen als bij die artikelen is bepaald, wanneer men bij hun diensten in een Rijksbestuur de periode voegt van hun mobilisatie in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië dan wel in de expeditiekorpsen der weermacht of de periode van hun opsluiting als krijgsgevangene of politiek gevangene tussen 10 Mei 1940 en 8 Mei 1945, voor zover deze periode ten minste één jaar bedraagt.".

In de derde volzin van hetzelfde 4°, moet het woord "gecentraliseerd" wegvallen.

§ 5. ...(Tekst van 5°) .....".

De artikelen 22 tot 26 worden derhalve de artikelen 23 tot 27.

Artikel 23 (van het ontwerp).

Het eerste lid ware als volgt te lezen :

"Artikel 24.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot betrekkingen in de Rijksbesturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1951 ;

.../...

2° het koninklijk besluit van 29 December 1951 houdende afwijking van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 wat betreft de tijdelijke ingenieurs van het Ministerie van Openbare Werken ;

3° het koninklijk besluit van 31 December 1951 houdende afwijking, ten voordele van de tijdelijke ingenieurs van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, van de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 betreffende de tijdelijke maatregelen aangaande de toelating tot betrekkingen in de Rijksbesturen.".

Artikel 24. (van het ontwerp)

De Raad van State stelt volgende tekst voor :

"Artikel 25.-

Onverminderd de uitsluitingen bepaald in artikel 18 van dit besluit en in artikel 20 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, verliezen de in het onderhavige besluit bedoelde personen die, op de datum vastgesteld bij het Vast Wervingssecretariaat en bekendgemaakt door het Belgisch Staatsblad, nog niet tot stagiaire of vastaangesteld personeelslid op grond van dit besluit benoemd worden, hun aanspraak op regularisatie zo zij dat voordeel niet aanvragen in de vormen bepaald door de vaste wervingssecretaris, en binnen zestig dagen na de hierboven aangegeven datum.".

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs : / de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, / eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, / voorzitter,
	H. SOMERHAUSEN, / G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, / raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER, / L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation, / bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, / adjunct-griffier,	greffier. / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS..

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

R. DECKMYN.